

Questions orales

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, quoi qu'il en soit, le fait est que les envoyés du premier ministre n'ont pas tenu compte du cri du coeur des dirigeants autochtones.

Lors des rencontres qui ont eu lieu à Ottawa, le premier ministre du Manitoba a signalé au premier ministre que le temps allait manquer pour permettre au processus démocratique de se dérouler normalement, mais le premier ministre a quand même décidé de courir le risque. Nous demandons donc maintenant au premier ministre s'il va assumer ses responsabilités solennelles, en tant que premier ministre du Canada, et rencontrer directement les chefs autochtones du Manitoba, afin de leur soumettre non pas des promesses, mais bien des propositions concrètes répondant à leurs préoccupations?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je voudrais signaler à mon collègue une chose qui lui a peut-être échappé. Dans une déclaration faite le 18 juin, la Manitoba Métis Federation représentant, sauf erreur, 80 000 personnes, a demandé qu'on permette un débat sur l'Accord du lac Meech et la résolution d'accompagnement, à l'assemblée législative du Manitoba.

Yvon Dumont, président de la Fédération, a exhorté aujourd'hui le député Elijah Harper à mettre un terme à son obstruction. Voilà donc un éminent dirigeant autochtone qui déclare qu'il faut laisser les gens décider, qu'il faut laisser les élus prendre connaissance des propositions qui ont été faites.

M. Simmons: Répondez à la question.

Une voix: Vous rejetez le blâme sur les autres.

M. Mulroney: Monsieur le Président, les libéraux affirment que je rejette le blâme sur certains. Je ne fais que citer un très éminent dirigeant autochtone et je ne m'en prends à personne en particulier.

J'ai pris la liberté d'appeler Phil Fontaine directement. Malgré sa déclaration fort négative de samedi, selon laquelle les autochtones souhaitaient empêcher l'adoption de l'Accord du lac Meech quoi qu'on dise ou quoi qu'on fasse, je l'ai appelé et je lui ai demandé, étant donné la grande importance de cet accord pour le Canada, et étant donné le fait qu'il s'agit là d'un instrument essentiel au lancement d'un autre processus tendant à rendre justice aux autochtones, s'il était prêt à rencontrer une délégation de représentants du gouvernement fédéral dirigés par le sénateur Murray. Le sénateur Murray s'est rendu là-bas et a soumis aux intéressés un ensemble de propositions conformément à la conversation que j'avais eue avec le chef Fontaine, et dans le numéro de ce

matin du journal *The Gazette* de Montréal, on dit ce qui suit de ces propositions:

Même dans leurs propres termes, les leaders autochtones du pays ont probablement commis une grave erreur en n'acceptant pas l'énorme rameau d'olivier que le premier ministre Mulroney voulait leur offrir en échange de l'adoption de l'Accord du lac Meech.

On ajoute:

On offrait, en effet, aux autochtones autant que ce que l'Accord du lac Meech apporte au Québec. Et tout comme l'Accord du lac Meech est la meilleure offre que le Québec sera probablement disposé à soumettre au reste du pays pour de nombreuses années à venir, les autochtones pourraient bien s'apercevoir qu'après avoir rejeté la chance qui s'offrait à eux, ils risquent fort de ne pas en avoir d'autres aussi bonnes pendant bien longtemps.

Nous souhaitons rendre justice aux autochtones. C'est ce que j'ai dit au chef Fontaine. C'est ce que je lui répète aujourd'hui dans cette enceinte.

Je sais que mon collègue souhaite qu'on rende justice aux autochtones. Or, cela ne peut être fait que grâce à l'adoption de l'Accord du lac Meech. Je demande donc à mon collègue de Winnipeg d'appeler ses amis au Manitoba et de leur demander de faire en sorte que l'Accord du lac Meech soit adopté, afin que les autochtones du pays puissent enfin être traités équitablement.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, je le dis très simplement, je ne comprends pas pourquoi le premier ministre fuit la responsabilité qu'il a dans cette affaire. Qu'il cite autant d'éditoriaux et de personnes qu'il voudra, il n'empêche que c'est lui qui a créé la situation et qu'il doit en assumer la responsabilité.

M. le Président: Si le député veut bien poser sa question.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Pourquoi ne rencontrez-vous pas face à face les chefs autochtones pour leur soumettre des propositions concrètes qui répondent à leurs préoccupations et pour dénouer l'impasse? Le pouvoir est entre vos mains, monsieur le premier ministre, pourquoi ne vous en servez-vous pas?

M. le Président: À l'ordre, je vous prie. J'ignore si cette série de questions va se poursuivre, mais je préviens les deux côtés de la Chambre que je ne tolérerai pas de débordements sur ce sujet.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le député me demande pourquoi je refuse d'aller trouver moi-même les chefs. J'ai demandé au sénateur Murray de diriger une délégation formée de Paul Tellier, secrétaire du Cabinet et greffier du Conseil privé, Norman Spector, secrétaire du Cabinet pour les relations fédérales-provinciales, et Stanley Hartt, mon chef de cabinet. Tout cela, soit dit en passant, a été